

Bilan

LA RÉFÉRENCE SUISSE DE L'ÉCONOMIE

**Forfaits fiscaux revus
à la hausse: notre enquête P12**

**Le CEO de Swisscom raconte
sa marche vers l'innovation P24**

**Mobbing en temps de crise:
ne pas se laisser faire P32**

VIVRE EN FORME JUSQU'À 120 ANS

**Business
et science
foncent vers
l'immortalité**



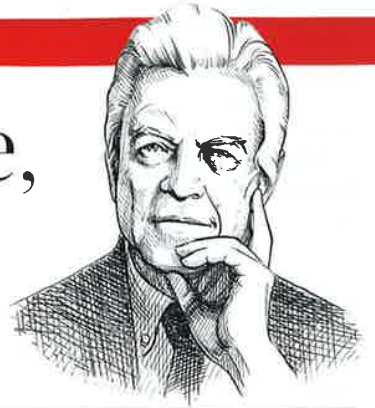
DU 19.08 AU 01.09.2015



N° 14 - FR. 8.80 - EUROS 8.00

Cameron face à l'Europe, un pari de Pascal

PAR DUSAN SIDJANSKI



CETTE ANALYSE COMMENCE par la conclusion: le Royaume-Uni est condamné à rester dans l'UE, comme le souhaite d'ailleurs son premier ministre. Par sa promesse de référendum sur le maintien dans l'Union en cas de victoire électorale, il a tranché la question par le recours au peuple et mis fin à l'incertitude.

L'élection du 7 mai dernier a créé deux surprises. La victoire des conservateurs, qui ont obtenu 321 sièges, et le raz-de-marée du SNP qui, sous l'impulsion de Nicola Sturgeon, a emporté 56 sièges. Les grands perdants: les travaillistes, les Lib Dems et l'UKIP.

Ce bouleversement électoral a mis au jour les profonds clivages qui menacent l'unité du Royaume-Uni sous la pression des velléités indépendantistes. D'où la concession d'autonomie fiscale à l'Ecosse, Londres conservant les pouvoirs régaliens. Une deuxième ligne de rupture entre pro et anti-européens traverse le parti conservateur. Les europhiles travaillistes et le SNP contre l'europhobe populiste UKIP.

Cette nouvelle réalité suscite la nouvelle stratégie de Cameron. Son premier geste: une place de choix est attribuée aux Tories eurosceptiques selon la méthode à l'italienne, qui consiste à assimiler les opposants pour mieux les maîtriser. En prime, la tournée des capitales européennes à la recherche de soutiens de Paris, Berlin et les autres en faveur des réformes du traité de Lisbonne: plus de flexibilité, moins de bureaucratie, rapatriement de certains pouvoirs à Westminster, contrôle d'immigration et du «tourisme social». Un vrai bouleversement de fond qui, comme toutes les négociations de réforme, exigera plusieurs années. Comment, dans ce cas, interpréter les menaces du premier ministre et de son ministre des Affaires étrangères d'appels à voter la sortie s'ils n'obtiennent pas des concessions des 27 Etats membres? Sont-ils prêts à commettre cet acte suicidaire pour leur pays et dommageable pour l'Europe?

D'autant que les faits têtus confirment l'imbrication du Royaume-Uni dans l'économie, voire dans la socié-

té européenne. Pour preuve, quelques chiffres qui attestent que l'Union est un partenaire incontournable du Royaume-Uni. Sa part dans le commerce intra-UE est de 53%, tandis que les investissements directs proviennent majoritairement d'Europe; 4,2 millions d'emplois sont liés aux exportations vers l'Union. Le Gouvernement britannique va-t-il d'un coup de tête jeter ces avantages qu'offre le marché unique, dont la sécurité des échanges et l'accès au riche marché européen?

De sérieux doutes

D'ailleurs, je doute que Cameron soit prêt à sacrifier les soutiens du Business ou ceux de la City, qui tous deux prônent le maintien dans l'Union. Le président du Department for Business, Innovation & Skills m'a assuré que son département mettra, le moment venu, tout son poids dans la balance. Quant à l'Ecosse, l'ombre d'un vote en faveur de la sortie ne fera qu'accélérer sa marche vers l'indépendance, l'exemple qui pourrait inspirer d'autres régions dans leur demande de plus d'autonomie. L'Europe est politisée.

Sur le plan mondial, le tableau s'annonce sombre. Depuis le vote du Parlement britan-

nique contre l'intervention en Syrie envisagée par Paris et Washington, le lien spécial avec les Etats-Unis s'est fortement distendu. Les partenaires privilégiés des Américains sont l'Allemagne et la France, la première puissance économique ensemble avec l'allié politico-militaire. Solitaire, le Royaume-Uni risque de perdre son statut international qu'il partage avec la France en tant que membre permanent du Conseil de sécurité, détenteur de la dissuasion nucléaire et capable d'intervenir pour la paix. Au moment où des menaces extérieures se multiplient, il n'est pas pensable qu'un Gouvernement britannique porte atteinte à son économie, à l'unité du pays et à son influence dans le monde. D'où mon pari sur deux gagnants, l'Union européenne et le Royaume-Uni.

Dusan Sidjanski, ancien conseiller de Manuel Barroso à la Commission européenne, est le fondateur de Sciences Po à Genève. Il est par ailleurs membre du conseil de la fondation Latsis.

Le Gouvernement britannique ne peut porter atteinte à son économie, à l'unité du pays et à son influence mondiale